

***Tripoli, Libye, 26 février (Infosplusgabon) - Le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale, Fayez Al-Sarraj, a estimé que "ce qui se passe en Libye affecte négativement ou positivement les voisins européens", les invitant "à contribuer efficacement à résoudre la crise libyenne, dont le début de la solution réside dans l'arrêt des ingérences étrangères qui ont contribué et à l'exacerber".***

S'exprimant lors d'une rencontre, mardi, en marge de sa participation aux travaux de la 43e session du Conseil des droits de l'homme à Genève, avec les ambassadeurs des pays de l'Union européenne, M. Al-Sarraj a salué "les efforts déployés par la République fédérale d'Allemagne et la Chancelière, Angela Merkel, ainsi que les efforts d'autres pays européens pour assurer la sécurité et la stabilité en Libye".

Soulignant les liens de l'histoire et de la géographie qui relie la Libye à l'Europe, il a mis en exergue l'importance de construire un partenariat stratégique entre eux.

Le président du Conseil présidentiel a déclaré que "la crise actuelle se résume dans la défense du rêve de construction d'un État civil et démocratique, face à quelqu'un qui veut restaurer la Libye sous la dictature totalitaire dont le peuple a sacrifié des milliers de leurs enfants pour s'en débarrasser".

Le maréchal Khalifa Haftar a lancé le 4 avril dernier une offensive militaire pour prendre le contrôle de Tripoli et toute la région de l'Ouest du pays ainsi que renverser le gouvernement d'union nationale reconnu par la communauté internationale.

Le président du Conseil présidentiel, Fayez Al-Sarraj a ajouté, que "malheureusement, il y a des pays qui le (Haftar) soutiennent avec des armes, de l'argent et des mercenaires, en vertu d'agendas qui n'ont rien à voir avec les intérêts des Libyens".

Il a passé en revue les efforts déployés par le gouvernement de l'Accord national depuis son mandat pour parvenir à la paix et à la réconciliation en participant à de nombreuses réunions et conférences, mais malheureusement, il n'a pas trouvé de véritable partenaire pour le processus de paix.

Evoquant les pourparlers du Comité militaire conjoint libyen 5+5, M. Al-Sarraj a déclaré : "Nous sommes retournés pour participer à la piste militaire et de sécurité 5 + 5 après les interventions et supplications des pays amis et promesses de faire pression pour ne pas répéter les violations par la partie belligérante", soulignant que "la dernière réunion n'a pas abouti à des résultats, mais la Mission des Nations Unies a soumis un projet de propositions et a laissé aux deux parties l'occasion d'étudier et de consulter".

Il a souligné que le succès dans cette voie ouvrira la voie et soutiendra les deux autres pistes économiques et politiques, expliquant que le Conseil présidentiel n'est pas partie à la piste politique.

Un Dialogue est prévu, demain mercredi à Genève, regroupant 40 personnes à raison de 13 du Parlement basé à Torbouk (Est), 13 du haut Conseil d'Etat à Tripoli et 14 personnalités issues de divers milieux en Libye choisies par l'Envoyé de l'ONU, Ghassan Salamé.

Le Haut Conseil d'Etat a demandé à la Mission d'appui des Nations Unies qui supervise les rencontres de reporter le démarrage du Dialogue politique demain mercredi après avoir, en compagnie du Parlement, annoncé la suspension de leur participation.

"Nous sommes venus à Genève pour confirmer notre grand intérêt pour le dossier des droits de l'homme, ces droits qui sont violés par des milices agressives, qui bombardent quotidiennement des quartiers résidentiels et des installations civiles dans la capitale, Tripoli, et cette personne (Haftar) qui contrôle la région orientale pratique des violations odieuses contre la population, y compris des disparitions forcées et détentions arbitraires, meurtres extrajudiciaires (...) et l'atteinte aux potentialités de tous les Libyens", a rappelé M. Al-Sarraj.

Il a déclaré que le comité d'enquête qu'il avait proposé lors de son discours devant le Conseil des droits de l'homme devait examiner les violations où qu'elles se trouvent sur le sol libyen sans politiser leur mission.

Le président a également souligné que "le contrôle de l'embargo sur les armes devrait être appliqué à tous les ports par voie terrestre, maritime et aérienne, et non se limiter à la mer".

Parlant de ce que certains soulèvent comme question de la répartition équitable de la richesse, déclarant que "l'appellation réaliste devrait être l'utilisation optimale de la richesse".

Il a expliqué que le mécanisme utilisé pour utiliser les revenus pétroliers qui sont déposés à la Banque centrale de Libye, à dépenser dans toutes les régions de la Libye, indiquant qu'environ 60 de la manne pétrolière vont aux salaires et une partie est destinée à soutenir les subventions des hydrocarbures, le reste est distribué aux volets services et au développement.

M. Al-Sarraj a souligné que "la fermeture des milices agressives des puits de pétrole et des ports affecte négativement six millions de Libyens".

Principale source de revenus de l'Etat, le pétrole contribue à plus de 90% dans le budget de l'Etat libyen. Depuis les fermetures de sites pétroliers, le 18 janvier dernier, par l'armée

nationale dirigée par Haftar, 2,1 milliards de pertes ont été enregistrés.

Le président du Conseil présidentiel a poursuivi en parlant de sa participation aux réunions du Conseil des droits de l'homme et a déclaré que la Libye a été élue membre du Conseil pour la période de 2020 à 2022, et qu'elle s'emploiera à renforcer l'efficacité du Conseil pour protéger ces droits dans divers pays du monde.

FIN/INFOSPLUSGABON/TGL/2020

© Copyright Infosplusgabon